[Numéros / 2019 | 1](#)

PLU : éléments de patrimoine à protéger

DÉCISION DE JUSTICE

[CAA Lyon, 1ère chambre – N° 16LY04124 – SCI du chemin de fer – 19 juin 2018 – C](#) [↗](#)

Requête jointe : 16LY04126

INDEX

Mots-clés

PLU, Légalité interne, Élément de patrimoine à protéger, 7° du II de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, Gare de triage de Badan

Rubriques

Urbanisme et environnement

TEXTE

Résumé

- ¹ *Urbanisme et aménagement du territoire. – Plans d'aménagement et d'urbanisme. – Plans d'occupation des sols (POS) et plans locaux d'urbanisme (PLU). – Légalité des plans. – Légalité interne. Identification et localisation des éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définition, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection (7° du II de l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme)*
- ² La SCI du chemin de fer, qui a acquis en 2008 des installations de l'ancienne gare de triage de Badan sur le territoire de la commune de Grigny, a déposé une demande de permis en vue de démolir cinq bâtiments de cet ensemble, dont la rotonde. Le maire de Grigny a rejeté cette demande. La SCI du chemin de fer a relevé appel du jugement par lequel le tribunal administratif de Lyon a rejeté sa demande tendant à l'annulation de cet arrêté.
- ³ La cour juge que l'identification de la rotonde comme élément patrimonial à protéger n'est pas entachée d'une erreur manifeste d'appréciation dès lors que la gare de triage de Badan, qui date du 19^{ème} siècle, était l'une des deux plus grandes du sud de la France, que l'activité ferroviaire a tenu un rôle très important dans l'activité économique de la commune et que la rotonde, coiffée d'une toiture en partie conique, a été reconstruite en 1945 à la place de l'ancienne rotonde détruite par des bombardements. L'identification sur le document de zonage de la rotonde ferroviaire comme élément de patrimoine à protéger ne faisait pas, par elle-même, obstacle à sa démolition mais avait seulement pour effet de rendre obligatoire, en vertu des dispositions de l'article R421-28 du code de l'urbanisme, l'obtention d'un permis de démolir.

DROITS D'AUTEUR

CC BY-NC-SA 4.0

[Numéros / 2019 | 1](#)